



REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

Département de l'économie et de l'emploi

Office cantonal de l'inspection et des relations du travail

**Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir**

## **REQUÊTE EN AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE SOUMIS A LA LCOU**

### **FORMULAIRE U : DEMANDE D'AUTORISATION POUR VENTE D'OBJETS USAGES OU DE SECONDE MAIN**

**Catégorie de la demande :**

Exploiter un commerce

**Sous-catégorie de la demande :**

Vente d'objet usagé ou de seconde main

#### **REMARQUE PRÉLIMINAIRE IMPORTANTE**

Le commerce professionnel, à titre principal ou accessoire, d'objets usagés ou de seconde main est soumis à l'autorisation préalable de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

L'autorisation est strictement personnelle et intransmissible. Elle est valable pour une période de 3 ans et est renouvelable. Elle ne peut être accordée qu'à une personne physique, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'une société commerciale ou d'une personne morale qu'elle a, en fait et en droit, le pouvoir de diriger, d'engager et de représenter.

L'attention des requérants est attirée sur le fait que **la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir n'accepte et ne traite que les requêtes complètes munies de toutes les pièces requises.** Les dossiers incomplets seront retournés au requérant. Si l'instruction de la requête le nécessite, la Direction peut demander des documents supplémentaires ou des renseignements complémentaires.

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument.

**Type de la demande :** Nouvelle demande d'autorisation Renouvellement de l'autorisation

Numéro de l'autorisation à renouveler : .....

 Modification de l'autorisation**1. REQUÉRANT (personne déposant la présente requête)** Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : ..... Date de naissance : .....

**Adresse**

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

**2. ENTREPRISE**

Numéro IDE : .....

Raison sociale nom : .....

Complément raison sociale : .....

**Nature juridique** Société à responsabilité limitée (Sàrl)     Société anonyme (SA)     Société coopérative Société en nom collectif (SNC)     Société en commandité     Société simple Entreprise individuelle Fondation Association**Adresse**

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Fax : .....

E-mail : .....

Site internet : https:// .....

En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 2 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.

### **2.1 Représentant 1 de l'entreprise<sup>1</sup>**

Madame       Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

#### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

### **2.2 Représentant 2 de l'entreprise**

Madame       Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

#### Adresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

<sup>1</sup> On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative, la Fondation, et l'Association).

**3. LIEUX D'ACTIVITÉ**

Enseigne/nom de l'établissement : .....

**3.1 Lieu de stockage 1** (*une seule coche possible*) Cave       Dépôt       VéhiculeAdresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

**3.2 Lieu de stockage 2** (*si plusieurs lieux de stockage*) Cave       Dépôt       VéhiculeAdresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

**3.3 lieu de vente** (*une seule coche possible*) Marché       Marché aux puces       Internet       MagasinAdresse

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : .....

NPA : ..... Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Fax : .....

E-mail : .....

Site internet : https:// .....

**4. TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

Veillez saisir les informations de l'exploitant, même si elles sont identiques à celles du requérant

**Exploitant**

Madame     Monsieur

Nom : ..... Prénom : .....

Nom de naissance : .....

Date de naissance (jour/mois/année) : .....

**Adresse**

Rue : ..... Numéro : .....

Complément de rue : ..... NPA : .....

Localité : .....

Canton : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Téléphone portable : .....

E-mail : .....

Nationalité : ..... Type de permis de travail : .....

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) : .....

## REMARQUES IMPORTANTES

La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1<sup>er</sup> étage) ou transmise par voie postale.

### **5. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE**

#### **A) Pièces relatives à l'exploitant**

- 5.1 Copie de la **pièce d'identité**
- 5.2 Copie du **permis d'établissement ou du permis de séjour UE/AELE valable**<sup>2</sup>
- 5.3 Extrait du **casier judiciaire suisse** original et daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête, quel que soit le lieu de domicile
- 5.4 Extrait du **casier judiciaire du pays de domicile** original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>3</sup>
- 5.5 **Certificat de bonne vie et mœurs**<sup>4</sup> original et datant de moins de trois mois avant le dépôt de la requête
- 5.6 **Certificat de capacité civile** délivré par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant original et daté de moins de trois mois avant le dépôt de la requête<sup>5</sup>

#### **B) Pièces relatives à l'entreprise (propriétaire du fonds)**

- 5.7 Extrait du **registre du commerce** attestant que l'exploitant dispose d'un pouvoir de signature

#### **C) Pièces relatives aux appareils de mesures**

- 5.8 Annonce d'instruments de mesure soumis à la vérification<sup>6</sup>

\*\*\*\*

Le dossier n'est réputé être complet qu'à réception des pièces complémentaires requises par la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir.

Les parties signataires sont rendues attentives sur le fait que le dossier relatif à la présente requête en autorisation est librement accessible au propriétaire de l'établissement et à l'exploitant désigné. Ceci vaut également pour les données personnelles relatives à l'exploitant communiquées à l'appui de la requête.

<sup>2</sup> Pièce à produire uniquement si l'exploitant n'est pas de nationalité suisse.

<sup>3</sup> Pièce à produire uniquement si l'exploitant est domicilié hors de Suisse.

<sup>4</sup> Si l'exploitant n'est pas domicilié en Suisse, et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de tutelle ou de curatelle et jouir d'une bonne réputation

<sup>5</sup> Si l'exploitant n'est pas domicilié en Suisse, et que son pays de domicile ne délivre pas ce type d'attestation, il doit produire à l'appui de sa requête une attestation manuscrite, datée et signée, par laquelle il atteste avoir l'exercice des droits civils, ne pas faire l'objet d'une mesure de tutelle ou de curatelle et jouir d'une bonne réputation.

<sup>6</sup> **Carte d'annonce disponible sur [www.metas.ch](http://www.metas.ch)**

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Par leur signature, **les requérants attestent sur l'honneur que les informations contenues dans le présent formulaire, ainsi que les pièces produites, sont exactes et conformes à la réalité.** Toute information indiquée de manière volontairement erronée à la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir pourra remettre en cause la validité de l'autorisation délivrée.

**Exploitant**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature : .....

**Représentant(s) de l'entreprise<sup>7</sup>**

Lieu : ..... Date : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

Nom et prénom : ..... Signature et tampon : .....

---

<sup>7</sup> En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'établissement que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.